JEUDI 6 NOVEMBRE 2014

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Cosse dénonce les «coups de menton» de Valls

La secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts, Emmanuelle Cosse, le 23 août à Pessac. (Photo Jean-Pierre Muller. AFP)

Sur fond de dissensions avec le gouvernement sur Sivens, la secrétaire nationale d'EE-LV appelle à plus de démocratie et accuse le Premier ministre de «mettre de l'huile sur le feu».

Ce n'est pas la dernière déclaration de la ministre de l'Ecologie qui va apaiser les tensions entre écolos et socialistes. A Sivens, «un ouvrage sera fait», a indiqué mardi soir Ségolène Royal à l'issue d'une réunion consacrée au barrage. La secrétaire nationale d'Europe-Ecologie-les-Verts (EE-LV), Emmanuelle Cosse, est revenue sur ces crispations ce mercredi matin devant la presse.

La veille, lors de la séance de questions au gouvernement, Cécile Duflot et les députés écologistes ont tenté d'observer une minute de silence en hommage à Rémi Fraisse, vite interrompue par un rappel au règlement du président PS de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Emmanuelle Cosse a rappelé qu'après la mort de Clément Méric, en juin 2013, l'Assemblée nationale avait observé une minute de silence en mémoire du jeune homme assassiné par des militants d'extrême droite.

«Il y a un avant et un après Sivens», martèle la patronne des Verts. Je «n'oublie rien», dit-elle en écho aux déclarations de Cécile Duflot pour qui la mort de Rémi Fraisse est une «tache indélébile sur le gouvernement». Pas question néanmoins d'aller jusqu'à une rupture avec la majorité. La numéro 1 des Verts reste prudente, n'appelle pas à la démission immédiate du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, mais demande la tenue d'une enquête indépendante, rapide, afin que tout soit dit et que justice soit faite.

Sur fond de dissensions avec le gouvernement sur Sivens, la secrétaire nationale d'EE-LV appelle à plus de démocratie et accuse le Premier ministre de «mettre de l'huile sur le feu».

Ce n'est pas la dernière déclaration de la ministre de l'Ecologie qui va apaiser les tensions entre écolos et socialistes. A Sivens, «un ouvrage sera fait», a indiqué mardi soir Ségolène Royal à l'issue d'une réunion consacrée au barrage. La secrétaire nationale d'Europe-Ecologie-les-Verts (EE-LV), Emmanuelle Cosse, est revenue sur ces crispations ce mercredi matin devant la presse.

La veille, lors de la séance de questions au gouvernement, Cécile Duflot et les députés écologistes ont tenté d'observer une minute de silence en hommage à Rémi Fraisse, vite interrompue par un rappel au règlement du président PS de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone. Emmanuelle Cosse a rappelé qu'après la mort de Clément Méric, en juin 2013, l'Assemblée nationale avait observé une minute de silence en mémoire du jeune homme assassiné par des militants d'extrême droite.

«Il y a un avant et un après Sivens», martèle la patronne des Verts. Je «n'oublie rien», dit-elle en écho aux déclarations de Cécile Duflot pour qui la mort de Rémi Fraisse est une «tache indélébile sur le gouvernement». Pas question néanmoins d'aller jusqu'à une rupture avec la majorité. La numéro 1 des Verts reste prudente, n'appelle pas à la démission immédiate du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, mais demande la tenue d'une enquête indépendante, rapide, afin que tout soit dit et que justice soit faite.

«Démocratie en vrac»

De l'intervention télé de François Hollande jeudi soir, Cosse attend des signes clairs dans la perspective de la conférence internationale sur le climat organisée à Paris en 2015. Que la France devienne «championne de la lutte contre le réchauffement climatique», souhaite-t-elle. Mais aussi que l'exécutif s'engage face aux grands projets d'infrastructures en cours – «Nonant-le-Pin, Cigéo, Lyon-Turin, Europacity…» – qui menacent l'environnement. Plus profondément, les Verts veulent que le Président prenne acte de la gravité de la situation, quand un jeune homme de 21 ans meurt d'une grenade lancée par les forces de l'ordre sous un gouvernement de gauche. L'urgence est celle d'une «démocratie en vrac» où le «passage en force des autorités» a raison des aspirations citoyennes.

Demandant plus de démocratie, dans les quartiers populaires, dans les territoires agricoles, Emmanuelle Cosse réclame également la mise en place de la proportionnelle aux élections législatives. Elle dénonce l'«attente quasi christique de la croissance» par le gouvernement, son culte de l'individualisme, face auquel elle défend «une autre approche démocratique, citoyenne», permettant de lutter contre la montée du «rejet de l'autre».

Pour se faire entendre des socialistes, elle n'oublie pas l'argument électoral, rappelant à ses partenaires qu'«un certain nombre de villes en 2014 ont été gardées ou gagnées parce que les écologistes faisaient partie d'une majorité». Voilà la rue de Solférino prévenue, les écologistes ayant

avec les prochaines élections cantonales et régionales un important levier.
Appels du pied

Entre la suppression de l'écotaxe, le barrage de Sivens, la mort de Rémi Fraisse, les déclarations de Ségolène Royal, les sujets de discorde sont légion. Il ne manquait plus qu'une provocation de Manuel Valls. Dans un courrier rendu public mardi à propos du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le Premier ministre a fait part de sa détermination «à voir ce projet réalisé». Ce soutien du Premier ministre à un projet contre lequel les écologistes luttent depuis plus de quarante ans n'est-il pas la goutte de trop ?

Emmanuelle Cosse dénonce les «sempiternels coups de menton» de Manuel Valls qui ne saurait faire autre chose que «mettre de l'huile sur le feu», lui dont la nomination à Matignon a entraîné en avril le départ des ministres écologistes du gouvernement. La secrétaire nationale des Verts reste néanmoins mesurée : elle se félicite d'une autre phrase du courrier de Valls : «Les travaux ne s'engageront qu'une fois les recours contre le projet jugés.» La patronne des Verts critique certaines déclarations de Royal sans remettre en cause le fond du discours de la ministre de l'Ecologie. Dénonce les affirmations de Manuel Valls qui lui déplaisent pour retenir ce qui peut l'arranger. Souligne la responsabilité des forces de l'ordre dans la mort de Rémi Fraisse sans pointer celle du ministre de l'Intérieur. Et multiplie les appels du pied, pour redonner du sens à une «majorité orpheline».

Elle ne cesse de répéter que les écologistes «sont disponibles». «Nous sommes disponibles pour donner du sens à la mandature. […] Nous sommes disponibles pour mettre en œuvre l'esprit de la majorité de 2012.» Pourtant, quand on lui demande ce qui lie encore le Parti socialiste aux écologistes, le présent n'a déjà plus sa place : «une histoire commune», répond-elle.

Amos REICHMAN

liberation.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Najat Vallaud-Belkacem : "Mon plan contre le décrochage scolaire"

"L'Obs", en kiosque jeudi 6 novembre, consacre une longue enquête à "L'énigme Najat Vallaud-Belkacem". Entretien avec la ministre de l'Education nationale.

Najat Vallaud-Belkacem, le 14 octobre 2014, au ministère de l'Education nationale. (Jean-Luc Bertini / Pasco pour l'Obs)

Vous allez annoncer à la mi-novembre un plan contre le décrochage scolaire. Allez-vous rendre l'école obligatoire jusqu'à 18 ans, comme cela est évoqué ?

- Ce qui m'intéresse, c'est l'efficacité. Or pour ceux à qui le format scolaire, pour une raison ou pour une autre, ne convient plus, prolonger l'obligation de deux ans n'a pas forcément grand sens. C'est pourquoi je préfère mettre toutes mes forces dans le déploiement du droit au retour en formation pour les jeunes de 16 ans jusqu'à 25 ans. Au lieu d'une obligation, nous ouvrons un droit nouveau.

Après un entretien de situation avec un professionnel, ces jeunes qui ont quitté les études précocement pourront, s'ils le souhaitent, être accompagnés pour revenir soit en formation initiale comme élève ou comme apprenti, soit s'inscrire comme stagiaire de la formation professionnelle, suivre une préparation opérationnelle à l'emploi ou une remise à niveau dans une école de la deuxième chance, un centre Epide, etc. C'est un dispositif très volontariste dont l'objectif est d'apporter une réponse, au cas par cas, aux trop nombreux jeunes en décrochage que l'on évalue à 140.000 par an.

Le "droit à" préserve l'autonomie de ces jeunes mais impose aux pouvoirs publics, Etat et régions, la responsabilité de leur trouver des solutions dans un partenariat intelligent. Cela répond enfin à une belle ambition portée par la gauche depuis longtemps, celle d'un droit à la formation tout au long de la vie. C'en est la traduction pour cette

tranche d'âge.

Concrètement, sera-t-il possible pour un jeune de 23 ans qui a envie de reprendre ses études de revenir dans une classe de première ?

- L'objectif sera d'amener ce jeune vers un cursus qui lui ouvre la voie d'une qualification et d'une insertion professionnelle. Dans votre exemple, ce jeune de 23 ans pourra notamment être accueilli en lycée professionnel pour préparer un bac, au milieu d'autres lycéens qui suivent un cursus ordinaire. Il ne faut pas avoir peur de la mixité des publics et des parcours, c'est une richesse.

J'étais récemment dans un établissement professionnel de la région Centre dont le chef d'établissement avait pris l'initiative de former en un même lieu des jeunes de lycée professionnel, d'autres en apprentissage en partenariat avec le CFA privé voisin, mais aussi des adultes en reconversion professionnelle, comme ce photographe qui s'y formait à la plomberie et partageait avec ses plus jeunes camarades ses projets de création d'entreprise... C'est une initiative qui rend optimiste.

Comment redonner l'envie d'étudier à ceux qui ont quitté le système ?

- Quand on rencontre des jeunes décrocheurs, on mesure à quel point, sans qualification, les portes de l'emploi leurs sont fermées. Mais on ressent aussi, et plus encore, à quel point cette "sortie de route" les écorche dans leur confiance personnelle. Le mot même de "décrocheur" les blesse. Ils sont malheureux d'avoir dû quitter le système scolaire, beaucoup du fait d'histoires personnelles douloureuses, mais aussi, pour trop d'entre eux, du fait d'une orientation scolaire subie, qui ne correspondait pas à leurs aspirations. C'est pourquoi j'attache une telle importance à la réforme de l'orientation que nous installerons en janvier .

On ne le dira jamais assez : le diplôme reste le meilleur atout pour les jeunes, pour trouver un emploi comme pour se construire. Et c'est pourquoi le plan de lutte contre le décrochage que je présenterai mi-novembre veut certes réparer mais surtout prévenir. Nous porterons l'effort sur la détection précoce des difficultés scolaires en mobilisant les enseignants et les chefs d'établissement, associerons mieux les familles à ce travail, mobiliserons tous les professionnels impliqués dans l'école et hors l'école, et instaurerons enfin un accompagnement personnalisé et renforcé pour aider notamment les collégiens et favoriser la "persévérance scolaire".

Comment comptez-vous lutter contre les inégalités ?

- Les inégalités s'installent dès le plus jeune âge. Le déterminisme social est malheureusement dans notre pays bel et bien avéré. Entre un enfant de trois ans qui a vécu dans une famille relativement aisée et un enfant du même âge issu d'une famille très modeste, il y a une différence de 30 millions de mots entendus, dans sa sphère familiale et extérieure. Cela vous dit tout de suite les écarts de langage qui se créent dès le plus jeune âge.

Et puis le décrochage attire le décrochage. En la matière aussi, les phénomènes de groupe jouent à plein. D'abord parce qu'un jeune cherche souvent à ressembler à ses copains et l'échec scolaire devient un repère commun. Ensuite parce que ce qu'on apprend à l'école ne sort pas uniquement de la bouche du professeur mais aussi de ses "pairs" et le niveau général des élèves d'une classe, ou d'un établissement, impactera les niveaux individuels. Le décrochage s'installe très tôt et il se rattrape rarement.

Ma priorité sera de remédier à cette situation. Là où on sait que les difficultés sociales et l'échec scolaire se concentrent, je veux qu'on accompagne davantage les élèves. Je veux réformer l'allocation des moyens par territoires pour qu'on prenne davantage en compte les réalités sociales. Notre système actuel fonctionne trop "toutes choses égales par ailleurs" : on ne s'appuie que sur le seul critère du nombre d'élèves pour déterminer le nombre de postes ou de ressources allouées aux territoires et aux établissements. Mais on sait bien que les choses ne sont pas "égales par ailleurs", ni les élèves entre eux, ni les académies entre elles.

L'académie de Créteil, dont on a beaucoup parlé dans l'actualité récente, n'est pas à égalité avec celle de Toulouse, par exemple, ne serait-ce qu'en termes d'attractivité pour les enseignants. Elle a un turn-over plus important, elle peine à recruter, doit recourir à des contractuels... Il faut prendre en compte cette réalité et ses conséquences sur la réussite scolaire.

Mais les ZEP n'ont-elles pas été conçues pour combler ce fossé ?

- Oui, pour les territoires aux difficultés sociales les plus graves. Et, d'ailleurs, nous renforçons considérablement cette éducation prioritaire dans les 1000 territoires où elle s'applique. Nous avons

obtenu plus de 350 millions d'euros pour mieux indemniser les enseignants qui y exercent et rendre plus attractifs ces établissements ; mieux former les équipes et leur donner du temps pour accompagner les élèves ; mieux travailler en collectif et davantage dialoguer avec les familles...

Mais mon sujet à moi est, au-delà de ces établissements les plus en difficulté, quid des autres ? Ceux qui, à une ou deux unités près, ne rentrent pas en ZEP et qui pourtant connaissent bien des difficultés aussi. La meilleure réponse, c'est d'allouer les moyens aux établissements plus finement, en s'intéressant à leur profil sociologique, en regardant vraiment ce qu'il s'y passe, et en répondant en permanence à cette question qui doit seule nous guider : comment créer partout les conditions véritables de la réussite ?

Comment faites-vous pour aider Créteil sans ulcérer Toulouse ?

- Je trouve qu'on a un déficit de communication sur la réalité de l'école. Depuis deux mois que je suis entre ces murs, je suis frappée de voir, en ouvrant les dossiers les uns après les autres, en me déplaçant souvent dans les établissements, qu'en réalité l'école va à la fois beaucoup mieux que ce qu'on en dit, et beaucoup plus mal que ce qu'on en dit. Il y a une mode, notamment éditoriale, qui consiste à critiquer l'école pour son immobilisme. En réalité, d'un établissement à l'autre, les enseignants innovent, mènent des projets pédagogiques, affrontent les difficultés spécifiques de leurs classes et n'attendent pas une directive ministérielle pour adapter leurs pratiques. En cela, l'école va beaucoup mieux que ce qu'on en dit.

En revanche, là où l'école va plus mal, c'est sur la question des inégalités entre les territoires. Cet incroyable fossé entre les opportunités offertes aux uns et aux autres. Il faut éclairer cette réalité. Ceux qui viennent nous voir pour demander une classe de plus dans le 7è arrondissement de Paris savent-ils seulement quelle est la situation à Saint-Denis ? Est-ce que cette information est suffisamment partagée ? Je pense que la maison Education nationale gagnerait à communiquer sur ces vrais problèmes, car c'est la meilleure façon de faire adhérer tous les Français aux défis gigantesques que nous avons à relever. Ceux de la réussite de tous les élèves bien sûr, mais aussi de la cohésion sociale et de la préparation de l'avenir, car ce n'est rien de moins que tout cela qui se joue.

Propos recueillis par Marie Guichoux et Julien Martin

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) 60 000 postes dans l'éducation, vraiment ?

LE MONDE- Par Maryline Baumard

Dans une école de Praz-sur-Arly (Haute-Savoie), le 26 août. | JEAN-PIERRE CLATOT/AFP

François Hollande avait promis 60 000 postes pour l'école à l'horizon 2017. A la moitié du quinquennat, le ministère de l'éducation nationale reconnaît en avoir créé 3 856 dans l'enseignement public (2 906 dans le primaire et 950 en collèges et lycées).

Il s'agit là de vrais postes, d'emplois de titulaires, pérennes, à temps plein devant les élèves – quand l'essentiel des créations faites depuis 2012 concerne des stagiaires. Quelque 28 000 postes consacrés à la formation ont en effet bien vu le jour. Leur nombre autorise le gouvernement à afficher ses « créations massives » et à se féliciter qu'il est bien en route pour les emblématiques 60 000. Sauf qu'un stagiaire ne sera enseignant à temps plein que si un poste de titulaire est créé.

Or, depuis 2012, il n'y a pas de miracle. Le recrutement des stagiaires est savamment calibré pour compenser les départs en retraite des professeurs, à peine plus. La préoccupation n'est ni d'offrir des moyens d'enseignement sur le long

terme aux 12,3 millions d'élèves ni de réellement transformer l'école primaire, comme promis. Il s'agit plus de jouer les artifices pour faire du chiffre sans grever les finances publiques que de réinventer une école capable d'enseigner à tous à lire, écrire et compter.

Jeu d'écriture et coupes massives

« Bien sûr qu'on peut créer des postes budgétaires sans créer de postes de titulaires. Ce sont des jeux d'écriture que tous les budgétaires maîtrisent, s'amuse un ex-fonctionnaire rodé aux ruses de Bercy. Depuis 2012, les enseignants en formation sont à nouveau comptés dans les effectifs fonctionnaires. C'est même là que se niche la plus grosse part des postes créés depuis le retour de la

Le gouvernement socialiste n'a rien inventé. Il exécute la manœuvre inverse de celle menée par la droite durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. Pour faire disparaître massivement des postes du budget, les étudiants en « formation » (ou ce qu'il en restait après la suppression des Instituts universitaires de formation des maîtres) avaient alors été soustraits des effectifs de fonctionnaires, même s'ils assuraient une mission d'enseignement.

Xavier Darcos et Luc Chatel, ministres de l'éducation entre 2007 et 2012, ont ainsi fait disparaître 80 000 postes. Certains par jeu d'écriture, beaucoup plus par coupes massives. La gauche, elle, fait l'exercice inverse : elle réintègre massivement les stagiaires dans le budget et crée à la marge quelques petits milliers de titulaires. Car quel que soit le nombre d'heures et la durée de présence dans les classes, chaque poste créé vaut « un » dans le grand décompte qui mène aux 60 000. Ce qui explique que l'on soit pour certains arrivés à moins de 4 000 postes créés, pour d'autres à 31 627.

Une démographie qui flambe

Le subterfuge permet quoi qu'il en soit à Valérie Rabault, rapporteur général du budget, comme à la ministre de l'éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, de se féliciter de cette priorité présidentielle si bien servie et de s'autocongratuler de « dépenser 1,1 milliard d'euros supplémentaire pour l'éducation en 2015, notamment du fait des 9 421 postes supplémentaires dans l'enseignement scolaire ».

9 421 postes ? Qu'il y ait 9 421 visages nouveaux à la rentrée dans les classes, sans doute, mais ce seront massivement des stagiaires, que les élèves ne verront que quelques heures chaque semaine. Sur ce total, seuls 2 261 correspondent à des postes de titulaires (811 en école, 1 450 en collèges et lycées), les autres n'assureront qu'un temps partiel.

Sur le terrain, cela fera en moyens d'enseignement l'équivalent de 2 511 postes dans le primaire, de 2 555 dans le second degré et 668 dans l'enseignement privé. Juste de quoi maintenir le taux d'encadrement face à une démographie qui flambe et appliquer la réforme des zones d'éducation prioritaires.

Les commentaires du projet de loi de finances ne le cachent d'ailleurs pas et précisent que les moyens nouveaux du secondaire « seront consacrés à la couverture des besoins liés à l'augmentation prévisionnelle des effectifs des élèves et à la mise en œuvre du plan pour l'éducation prioritaire ». Dans le primaire, ils iront aussi « à la couverture des besoins liés à l'augmentation des effectifs d'élèves, à l'amélioration du dispositif de décharge des directeurs d'écoles et à la mise en œuvre du plan pour l'éducation prioritaire ».

Voilà qui permet mieux de comprendre pourquoi les enseignants estiment que la gauche n'a pas changé leur quotidien. Sur le terrain, le remplacement est souvent impossible. Le grand appel d'air promis n'est pas au rendez-vous. Il y aura encore moins d'enseignants dans les écoles maternelles et élémentaires à la rentrée 2015 qu'il n'y en avait lors du dernier exercice budgétaire mené par la droite, en 2011.

« Il est difficile de s'engager »

Dans ce budget, qui arrive à la fin de 80 000 coupes de postes de la droite, 320 000 postes étaient affectés au primaire. Le budget 2015 en prévoit 318 000… En dépit des 2 906 postes de titulaires créés dans le premier degré depuis 2012, on est donc loin du compte. Et à des années-lumière des 14 000 postes promis dans la loi d'orientation de l'été 2013 pour que cette école primaire soit réellement érigée en priorité au sein de cette priorité présidentielle qu'est la jeunesse.

Dans l'entourage de la ministre de l'éducation, on n'exclut pas de créer les 11 094 postes de titulaires manquants pour refonder l'école, aux budgets 2016 et 2017, « même s'il est difficile de s'engager », convient-on prudemment Rue de

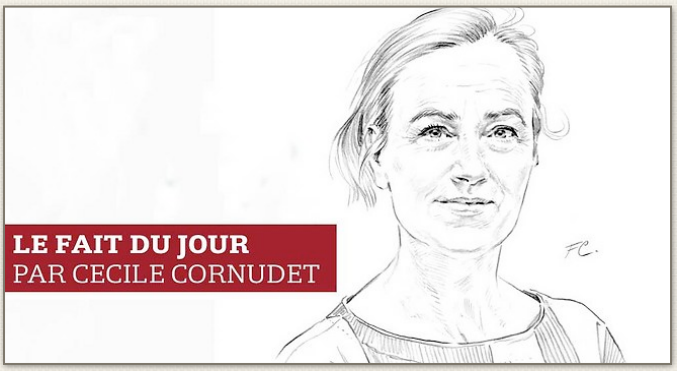
Grenelle et a « habillé » le budget pour faire en sorte que les 54 000 postes dévolus à l'enseignement scolaire (sur les 60 000) restent ultra-majoritairement des postes de stagiaires. Après tout, le chef de l'Etat n'avait pas promis 60 000 postes pérennes… même si les acteurs de l'école, eux, l'avaient rêvé.

Maryline Baumard Journaliste

lemonde.fr

IV) Crise politique : quand l'UMP et le PS enlèvent le haut

Cecile Cornudet / Editorialiste



Cécile Cornudet, éditorialiste aux Echos - Crayonné réalisé par Fabien Clairefond pour Les Echos

« Enarque » est un gros mot. Pour combler le fossé entre les élites et le peuple, les responsables politiques tentent de montrer qu'ils sont des Français comme les autres .

La politique est devenue le seul secteur où l'on cherche à effeuiller son CV plutôt qu'à le gonfler. Enarque est un gros mot, avoir réussi aussi. Inaudibles et décriés, les responsables UMP et PS cherchent désespérément à jeter des ponts entre eux et les Français. « Ceux d'en bas » ont coupé les fils avec « ceux d'en haut », constate Florence Aubenas dans « En France » (L'Olivier) .

Le FN guette : il faut réagir ! Montrer que non, les politiques ne sont pas une « classe » fermée, une élite, qui fonctionne en vase clos. « Nous sommes comme vous », clament donc en cœur les politiques. François Hollande accepte pour la première fois ce jeudi d' échanger avec un panel de Français sur un plateau de télévision . Depuis que le livre de son ex-compagne a érodé son capital de sympathie dans l'opinion, il multiplie les sorties dans les expositions et au spectacle. Français parmi les Français. « A trop s'entourer d'énarques et de polytechniciens pour asseoir sa légitimité, la gauche a creusé son embourbement technocratique », constatait il y a peu son ami Jean-Pierre Mignard dans « Le Figaro ».
« On ne voit plus personne »

A sa manière, Nicolas Sarkozy cherche lui aussi à montrer qu'il est du côté du peuple contre le « système ». Quelle est la pire des injures ? Etre « bac + 18 » comme Bruno Le Maire, dit-il à ses proches, selon les auteurs de « Ca reste entre nous, hein » (Flammarion). Dans les meetings de sa campagne pour l'UMP, l'ancien président dialogue avec les militants et pique « énarques » et « notables ». Bruno Le Maire fait de même : des échanges avec la salle, le rappel de sa démission de la haute fonction publique, et quelques grivoiseries pour se banaliser.

Est-ce cela que les Français attendent ? Au terme de son long voyage, la journaliste Florence Aubenas avance une autre piste. Les politiques ne viennent plus sur le terrain, constate-t-elle. «Dans les usines, dans les lycées, on ne voit plus personne ». A Hénin-Beaumont, le FN distribuait des tracts depuis trois mois sur les marchés avant de l'emporter, les autres non. Aller à la rencontre des gens, les entendre, leur parler, il fallait y penser ! Une phrase d'un électeur l'a marquée : « Vous savez, pour se permettre de voter PS, il faut déjà être contremaître ».

lesechos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Proportionnelle aux législatives : l'UMP est contre, le PS est frileux

François Fillon s'est dit «hostile à toute modification du mode de scrutin pour les législatives». (Photo MALEROUX. AFP)

Seuls les écologistes et le Front de gauche se disent favorables à cette idée, qui figurait dans les promesses de campagne de Hollande et qu'il pourrait évoquer jeudi soir à la télévision.

François Fillon a mis en garde mercredi François Hollande contre la tentation d'instaurer la représentation proportionnelle aux élections législatives, une réforme qui constituerait un «casus belli» pour l'UMP mais serait aussi accueillie sans enthousiasme au PS.

A la veille de l'émission télévisée du président de la République, deux questions reviennent sur le tapis : François Hollande tiendra-t-il sa promesse électorale d'introduire «une part de proportionnelle à l'Assemblée nationale» ? Pourrait-il aller plus loin en instaurant une proportionnelle intégrale, pour atténuer l'effet d'une défaite socialiste aux législatives de 2017, comme François Mitterrand l'avait fait en 1986 ?

«Hostile à toute modification du mode de scrutin pour les législatives», François Fillon a estimé, devant les journalistes parlementaires, que «dans la situation actuelle, François Hollande prendrait un risque historique» avec la proportionnelle: «Un Parlement sans majorité».

La droite, selon lui, serait «sans doute largement devant la gauche mais n'aurait le choix que de gouverner avec le FN ou avec les socialistes». «Gouverner avec les socialistes, avec la perspective à l'élection suivante d'avoir cette fois-ci un Parlement d'extrême droite, et gouverner avec l'extrême droite, c'est écarté tout à fait par beaucoup d'entre nous. Donc, c'est l'impasse», a-t-il résumé.

La veille, le président du groupe UMP à l'Assemblée, Christian Jacob, avait prévenu que «ce serait inacceptable de modifier le mode de scrutin, ce serait un casus belli».

A gauche, le député socialiste Olivier Faure a dressé, dans le Figaro de mercredi, un tableau des conséquences de la proportionnelle pas très éloigné de celui de François Fillon, avec «un émiettement des forces en présence, la dispersion, et, au final, l'instabilité gouvernementale, les manoeuvres de couloirs, les alliances et mésalliances».

«Je n'imagine pas une seule seconde que le chef de l'Etat ait dans l'idée de mobiliser le Parlement au cours des prochains mois sur une modification de la loi électorale. Il y a d'autres urgences», a-t-il ajouté.

Pour sa part, le chef de file des députés socialistes, Bruno Le Roux, a dit dans les couloirs de l'Assemblée : «Le débat institutionnel est un débat pour ceux qui ont beaucoup de temps libre, et moi je n'ai pas de temps libre.»

En revanche, EE-LV et le Front de gauche défendent la transformation du mode de scrutin. «Nous avons toujours été favorables à la proportionnelle, nous avons toujours pensé que c'était l'un des moyens pour avoir une Assemblée nationale plus représentative», a rappelé mardi la coprésidente du groupe écologiste, Barbara Pompili.

«Il suffit de faire des projections à partir des dernières élections en date, les européennes, pour voir qu'avec 18 députés à l'Assemblée, nous sommes largement sous-représentés», a déclaré son homologue François de Rugy.

La proportionnelle «est dans l'accord électoral que nous avons signé avec le PS en novembre 2011», a rappelé mercredi Noël Mamère, qui était encore membre d'Europe Ecologie-les Verts à cette époque.

Le chef de file des dix députés Front de gauche, André Chassaigne, a fait ses calculs. «Si on avait appliqué la proportionnelle, nous aurions un groupe de 40 députés Front de gauche, et nous serions beaucoup mieux à même de défendre nos orientations politiques dans cet hémicycle», a-t-il dit mardi.

liberation.fr-AFP

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU